



# LA PRISON NE SERA JAMAIS UNE SOLUTION !

## BRUNO ET IVAN.... ET TOUS LES AUTRES

Le 19 Janvier 2008, à Vincennes, Bruno et Ivan partent pour une manifestation au centre de rétention. Ils ont sur eux un mélange fumigène (chlorate de soude, farine et sucre), quelques pétards et des clous tordus (crève pneu), le tout pour se faire voir et entendre des sans-papiers retenus et pour ralentir l'arrivée de la répression. Ils sont arrêtés avant même de partir et accusés de « *transport et détention, en bande organisée, de substance ou produit incendiaire ou explosif, d'éléments composant un engin incendiaire ou explosif pour préparer une destruction, dégradation ou atteinte aux personnes. Association de malfaiteurs en vue de commettre un crime de destruction volontaire par l'effet d'un incendie, d'une substance explosive ou de tout autre moyen de nature à créer un danger pour les personnes, commis en bande organisée* ». Bref de terrorisme sous prétexte que ces éléments pourraient servir à fabriquer une bombe.

Mais le prétexte est bien entendu fallacieux et leur arrestation ne sert qu'à alimenter le fantasme de l'anarcho-autonome comme terroriste dangereux mais arrêté à temps sur le dos de ceux qui cherchent à lutter de manière différente et indépendante, hors de cadre préétablis.

Bruno a été placé en détention à Fresnes durant quatre mois et demi puis sous contrôle judiciaire. Limité dans ses déplacements au territoire de Belfort et à la Haute-Saône en attendant son procès, il s'y est soustrait assez vite pour pouvoir vivre socialement à nouveau jusqu'au 20 décembre 2010 date à laquelle un contrôle d'identité l'a renvoyé derrière les barreaux.

Que Bruno ait lutté à nos côtés à Besançon lors du LMD et du CPE nous force à nous interroger sur son cas, mais il est loin d'être isolé...

Force est de constater que depuis les révoltes de novembre 2005 où nombre de contestataires ont été incarcérés, le phénomène ne cesse de s'amplifier et qu'à chaque contestation alternative (élection de Sarkozy, mort d'un jeune à Villiers-le-Bel, entrée dans l'OTAN à Strasbourg, sommet de l'immigration de Vichy, ouverture d'une prison à Poitiers, assassinat d'un braqueur à Grenoble, fin de manifestation contre la réforme des retraites...) suit son lot de condamnations souvent lourdes.

Et avec un pouvoir qui assène aussi durement des réformes et des idées aussi impopulaires, on ne peut douter que ce type de contestation va continuer, et que le nombre de prisonniers politiques va augmenter !

## LA PRISON AU CENTRE D'UNE POLITIQUE

Mais l'incarcération des militants politiques n'est que l'arbre qui cache la forêt, et ce que cherche le pouvoir actuellement, c'est de condamner toutes alternatives, qu'elle soient politiques, ou de simple vie.

Car à travers une superposition de lois toujours plus liberticides (de la LSQ à la LOPPSI en passant par la sécurité routière, l'aide aux sans-papiers et la lutte contre le terrorisme), et avec l'aide des peines planchers (ou peines automatiques), c'est une partie grandissante de la population qui est touchée par l'incarcération directe (en prison) ou détournée (chez soi avec un bracelet électronique).

Ainsi, nous passons allègrement de 47 837 écroués en 2001 à 66 089 en 2010 auxquels peuvent s'ajouter les 4 500 condamnés à rester prisonniers chez eux. En élargissant la marge, nous finissons par tous devenir des marginaux potentiellement incarcérables, l'affaire Tarnac le prouve volontiers puisque que de militants politiques créant une alternative concrète, ils deviennent des « *anarcho-autonomes terroristes* ».

De plus, avec cette augmentation manifeste du nombre d'affaires à traiter, la justice se trouve débordée et le temps de traitement judiciaire explose, les non jugés représentent aujourd'hui 25 % des détenus alors même qu'ils sont censés être présumés innocents.

Ainsi, cela fait trois ans que Bruno a été arrêté et placé en détention et pourtant, aucun jugement n'a été prononcé (pas plus qu'à l'encontre d'Ivan, qui ne s'est pas soustrait à son contrôle judiciaire). S'il n'était parti vivre sa vie, cela ferait trois ans qu'il n'aurait plus de vie sociale encore moins militante.... juste pour avoir voulu témoigner sa solidarité.

Solidarité avec les sans-papiers qui eux aussi paient cher la politique du tout-carcéral et de la chasse à la marginalité, et qui sans n'avoir rien fait de répréhensible (si ce n'est de respirer de l'air français et d'user des rues françaises, le tout sans papier !) gonflent nos tribunaux et sont incarcérés dans des camps (appelés centres de rétention) sans aucune humanité.

# DÉLINQUANT, MILITANT OU CITOYEN, LA PRISON EST INHUMAINE

Outre que l'on assiste à une augmentation du nombre de détenus qui dépasse désormais le nombre de places disponibles, créant un climat exécrationnel, un réel changement de paradigme d'idée (car dans les faits, rien n'a vraiment jamais changé), est en cours, passant d'une prison, vue comme « rééducative » pour la réinsertion à la prison comme punition. En augmentant la répression envers les détenus récalcitrants et en réduisant continuellement les crédits à la culture et à l'éducation, la prison est devenue une « fabrique à récidive » inutile socialement, voire même dangereuse.

Chaque année, la situation des prisons en France est dénoncée tant par l'organisme national (Observatoire national des prisons) que par les rapports européens, les suicides se multiplient jusque dans les quartiers pour mineurs, les agressions entre détenus et sur surveillants sont en perpétuelle augmentation et ces derniers mois ont été marqués par des grèves d'ampleur des personnels pénitentiaires.

La privation de liberté, même appliquée chez soi avec un bracelet électronique, est la peine la plus dure qui puisse être infligée à un homme libre. Toute aggravation de cette peine par des facteurs encore plus contraignants (la saleté, les maladies, la promiscuité, le manque d'activité, la carence culturelle) est une atteinte à la dignité humaine et est à combattre.

**La libération immédiate de Bruno et d'Ivan, ainsi que de tous les prisonniers non jugés, donc présumés innocents.**

**L'abandon des poursuites à l'encontre de Bruno et d'Ivan ainsi que pour tous les inculpés pour des actes politiques ou de révoltes collectives, ainsi que la libération des condamnés pour ces actes.**

**La libération immédiate des prisonniers sur-numéraires.**

**L'abandon du partenariat public-privé qui aboutit à la dégradation du niveau de vie des détenus en faveur de l'augmentation des profits.**

**L'arrêt des incarcérations et libération progressive de tous les détenus tant que les prisons n'auront pas atteint un niveau de décence qui respecte la dignité humaine.**

**L'arrêt du recours systématique à la prison, la recherche automatique de solutions alternatives, l'interdiction de l'incarcération de personnes non dangereuses pour la société.**

**La recherche de la diminution du taux de récidive et non de l'augmentation du nombre de détenus.**

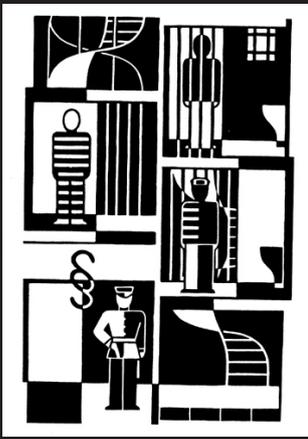
Toutes les études sérieuses montrent que les chances d'être incarcérés sont fortement proportionnelles à la misère dans laquelle est placé le futur détenu et des chances qui lui ont

été données au départ. Ainsi, un jeune dont les parents sont illettrés et chômeurs verra ses chances de réussite sociale chuter et ses chances de se tourner vers l'économie délictueuse, donc vers la prison, augmenter en flèche.

Personne ne devrait être condamné pour ses conditions d'existence, et dans une société qui précarise une part grandissante de la population, le risque est grand de ne plus avoir les moyens de mener une vie « honnête ».

La solution à la délinquance et à la criminalité ne sera jamais de frapper plus fort, de condamner plus de gens, à plus longtemps et dans de pires conditions, mais elle doit passer par la reconnaissance des difficultés collectives comme des trajectoires individuelles pour une solution adaptée (logement, travail, éducation, confiance en l'avenir).

## RASSEMBLEMENT DEVANT LA PRÉFECTURE À 18H, CE MERCREDI 19 JANVIER 2011



# LA PRISON NE SERA JAMAIS UNE SOLUTION !



## BRUNO ET IVAN... ET TOUS LES AUTRES !

Le 19 Janvier 2008, à Vincennes, Bruno et Ivan partent pour une manifestation au centre de rétention. Ils ont sur eux un mélange fumigène (chlorate de soude, farine et sucre), quelques pétards et des clous tordus (crève pneu), le tout pour se faire voir et entendre des sans-papiers retenus et pour ralentir l'arrivée de la répression. Ils sont arrêtés avant même de partir et accusés de « *transport et détention, en bande organisée, de substance ou produit incendiaire ou explosif, d'éléments composant un engin incendiaire ou explosif pour préparer une destruction, dégradation ou atteinte aux personnes. Association de malfaiteurs en vue de commettre un crime de destruction volontaire par l'effet d'un incendie, d'une substance explosive ou de tout autre moyen de nature à créer un danger pour les personnes, commis en bande organisée* ». Bref de terrorisme sous prétexte que ces éléments pourraient servir à fabriquer une bombe.

Mais le prétexte est bien entendu fallacieux et leur arrestation ne sert qu'à alimenter le fantasme de l'anarcho-autonome comme terroriste dangereux mais arrêté à temps sur le dos de ceux qui cherchent à lutter de manière différente et indépendante, hors de cadre préétablis.

Bruno a été placé en détention à Fresnes durant quatre mois et demi puis sous contrôle judiciaire. Limité dans ses déplacements au territoire de Belfort et à la Haute-Saône en attendant son procès, il s'y est soustrait assez vite pour pouvoir vivre socialement à nouveau jusqu'au 20 décembre 2010 date à laquelle un contrôle d'identité l'a renvoyé derrière les barreaux.

Que Bruno ait lutté à nos cotés à Besançon lors du LMD et du CPE nous force à nous interroger sur son cas, mais il est loin d'être isolé...

Force est de constater que depuis les révoltes de novembre 2005 où nombre de contestataires ont été incarcérés, le phénomène ne cesse de s'amplifier et qu'à chaque contestation alternative (élection de Sarkozy, mort d'un jeune à Villiers-le-Bel, entrée dans l'OTAN à Strasbourg, sommet de l'immigration de Vichy, ouverture d'une prison à Poitier, assassinat d'un braqueur à Grenoble, fin de manifestation contre la réforme des retraites...) suit son lot de condamnations souvent lourdes.

Et avec un pouvoir qui assène aussi durement des réformes et des idées aussi impopulaires, on ne peut douter que ce type de contestation va continuer, et que le nombre de prisonniers politiques va augmenter !



## LA PRISON AU CENTRE D'UNE POLITIQUE

Mais l'incarcération des militants politiques n'est que l'arbre qui cache la forêt, et ce que cherche le pouvoir actuellement, c'est de condamner toutes alternatives, qu'elle soient politiques, ou de simple vie.

Car à travers une superposition de lois toujours plus liberticides (de la LSQ à la LOPPSI en passant par la sécurité routière, l'aide aux sans-papiers et la lutte contre le terrorisme), et avec l'aide des peines planchers (ou peines automatiques), c'est une partie grandissante de la population qui est touchée par l'incarcération directe (en prison) ou détournée (chez soi avec un bracelet électronique).

Ainsi, nous passons allègrement de 47 837 écroués en 2001 à 66 089 en 2010 auxquels peuvent s'ajouter les 4 500 condamnés à rester prisonniers chez eux. En élargissant la marge, nous finissons par tous devenir des marginaux potentiellement incarcérables, l'affaire Tarnac le prouve volontiers puisque que de militants politiques créant une alternative concrète, ils deviennent des « anarcho-autonomes terroristes ».

De plus, avec cette augmentation manifeste du nombre d'affaires à traiter, la justice se trouve débordée et le temps de traitement judiciaire explose, les non jugés représentent aujourd'hui 25 % des détenus alors même qu'ils sont censés être présumés innocents.

Ainsi, cela fait trois ans que Bruno a été arrêté et placé en détention et pourtant, aucun jugement n'a été prononcé (pas plus qu'à l'encontre d'Ivan, qui ne s'est pas soustrait à son contrôle judiciaire). S'il n'était parti vivre sa vie, cela ferait trois ans qu'il n'aurait plus de vie sociale encore moins militante.... juste pour avoir voulu témoigner sa solidarité.

Solidarité avec les sans-papiers qui eux aussi paient cher la politique du tout-carcéral et de la chasse à la marginalité, et qui sans n'avoir rien fait de répréhensible (si ce n'est de respirer de l'air français et d'user des rues françaises, le tout sans papier !) gonflent nos tribunaux et sont incarcérés dans des camps (appelés centres de rétention) sans aucune humanité.





## DELINQUANT, MILITANT OU CITOYEN, LA PRISON EST INHUMAINE

Outre que l'on assiste à une augmentation du nombre de détenus qui dépasse désormais le nombre de places disponibles, créant un climat exécrable, un réel changement de paradigme d'idée (car dans les faits, rien n'a vraiment jamais changé), est en cours, passant d'une prison, vue comme « rééducative » pour la réinsertion à la prison comme punition. En augmentant la répression envers les détenus récalcitrants et en réduisant continuellement les crédits à la culture et à l'éducation, la prison est devenue une « fabrique à récidive » inutile socialement, voire même dangereuse.

Chaque année, la situation des prisons en France est dénoncée tant par l'organisme national (Observatoire national des prisons) que par les rapports européens, les suicides se multiplient jusque dans les quartiers pour mineurs, les agressions entre détenus et sur surveillants sont en perpétuelle augmentation et ces derniers mois ont été marqués par des grèves d'ampleur des personnels pénitentiaires.



La privation de liberté, même appliquée chez soi avec un bracelet électronique, est la peine la plus dure qui puisse être infligée à un homme libre. Toute aggravation de cette peine par

des facteurs encore plus contraignants (la saleté, les maladies, la promiscuité, le manque d'activité, la carence culturelle) est une atteinte à la dignité humaine et est à combattre.



Toutes les études sérieuses montrent que les chances d'être incarcérés sont fortement proportionnelles à la misère dans laquelle est placé le futur détenu et des chances qui lui ont été données au départ. Ainsi, un jeune dont les parents sont illettrés et chômeurs verra ses chances de réussite sociale chuter et ses chances de se tourner vers l'économie délictueuse, donc vers la prison, augmenter en flèche.

Personne ne devrait être condamné pour ses conditions d'existence, et dans une société qui précarise une part grandissante de la population, le risque est grand de ne plus avoir les moyens de mener une vie « honnête ».

La solution à la délinquance et à la criminalité ne sera jamais de frapper plus fort, de condamner plus de gens, à plus longtemps et dans de pires conditions, mais elle doit passer par la reconnaissance des difficultés collectives comme des trajectoires individuelles pour une solution adaptée (logement, travail, éducation, confiance en l'avenir).

### NOUS DEMANDONS :

**La libération immédiate** de Bruno et d'Ivan, ainsi que de tous les prisonniers non jugés, donc présumés innocents.

**L'abandon des poursuites** à l'encontre de Bruno et d'Ivan ainsi que pour tous les inculpés pour des actes politiques ou de révoltes collectives, ainsi que la libération des condamnés pour ces actes.

**La libération immédiate** des prisonniers sur-numéraires.

**L'abandon du partenariat public-privé** qui aboutit à la dégradation du niveau de vie des détenus en faveur de l'augmentation des profits.

**L'arrêt des incarcérations** et libération progressive de tous les détenus tant que les prisons n'auront pas atteint un **niveau de décence** qui respecte la dignité humaine.

**L'arrêt du recours systématique à la prison**, la recherche automatique de solutions alternatives, **l'interdiction de l'incarcération de personnes non dangereuses** pour la société.

La recherche de la diminution du taux de récidive et non de **l'augmentation du nombre de détenus.**



# RASSEMBLEMENT DEVANT LA PRÉFECTURE À 18H, CE MERCREDI 19 JANVIER 2011

COLLECTIFS ET INDIVIDUS MOBILISÉS CONTRE LES INCARCÉRATIONS AUTOMATIQUES ET INHUMAINES...